

RASD

Le président sahraoui appelle M. Chirac à jouer un "rôle constructif" dans le règlement de la question du Sahara occidental

Le président de la République Arabe sahraoui démocratique (RASD), M. Mohamed Abdelaziz, a appelé son homologue français, M. Jacques Chirac, à jouer un "rôle constructif" dans le règlement "juste" et "définitif" du problème du Sahara occidental, à travers le respect du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, a rapporté hier l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Dans une lettre ouverte, diffusée par SPS, M. Abdelaziz a appelé également le président français à contribuer à "l'avènement d'une nouvelle ère de paix, de stabilité et de coopération" au Maghreb arabe.

"Nous voudrions croire, Monsieur le Président, que la sagesse et le sens de la justice prévaudront, et que la France prendra conscience de la nécessité d'agir autrement au Sahara



F. N. D. R.

occidental", a écrit M. Abdelaziz à M. Chirac.

Le président sahraoui qui s'est dit "étonné" de la déclaration de M. Chirac, qui a qualifié le projet d'autonomie marocain pour le Sahara occidental de "constructif", a souligné la même source, a rappelé qu'une telle prise de position "ne peut être perçue que comme une caution à la politique d'occupation illégale marocaine et met ainsi la France dans une

situation paradoxale". "Elle porte également un coup sévère aux efforts déployés par la communauté internationale, notamment les Nations-Unies, dans sa recherche d'une solution pacifique à l'un des plus vieux problèmes de décolonisation de la planète", a déclaré M. Abdelaziz.

"Nous sommes conscients du rôle de votre pays dans le règlement des conflits qui déchirent

de nombreuses régions du monde, comme nous croyons aux actions de la France pour faire de l'ONU l'instrument de régulation dans les relations internationales", a ajouté le président sahraoui.

Le gouvernement sahraoui avait appelé début février la France "à user de toute son influence pour amener le Maroc à emprunter la voie de la sagesse en acceptant de coopérer pour la mise en application du Plan de règlement consacré par les Nations-Unies".

Il considère que la "sortie" de M. Chirac "tourne le dos publiquement à la légalité internationale et encourage la rébellion et l'insubordination aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU qui, toutes, reconnaissent au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination".

IRAN

Le président Ahmadinejad minimise la probabilité d'une attaque US contre l'Iran

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a minimisé la probabilité d'une attaque américaine contre son pays, estimant que cette probabilité est "très faible". S'exprimant dans un entretien à la chaîne américaine ABC diffusé hier, le président iranien a indiqué que "nous pensons qu'il y a des gens sensés aux Etats-Unis qui bloqueront de telles actions illégales".

"Peur, pourquoi devrions-nous avoir peur (d'une attaque américaine contre l'Iran) ? Tout d'abord la probabilité est très faible", a déclaré M. Ahmadinejad, interviewé depuis Téhéran. "Nous pensons qu'il y a des gens sensés aux Etats-Unis qui bloqueront de telles actions illégales. Mais notre position est claire. Notre nation a fait clairement savoir que quiconque voudrait attaquer notre pays serait durement puni", a ajouté le président iranien. Il a, par ailleurs, appelé au dialogue pour le règlement de toutes les questions, soulignant que "comme nous l'avons souvent dit, nous pensons que les problèmes du monde peuvent être réglés par le dialogue, la logique et une forme d'amitié...". Le président Ahmadinejad a également appelé les Américains à quitter l'Irak soulignant que son pays était opposé à tout conflit.

"Nous sommes opposés à tout conflit et à la présence de forces étrangères en Irak. C'est pour cela que nous sommes opposés à la présence des Américains. Nous leur demandons de quitter le pays".

SOMALIE

L'UE demande au gouvernement somalien la levée de l'état d'urgence "dès que possible"

L'Union européenne a demandé hier au gouvernement somalien de lever l'état d'urgence "dès que possible" et réaffirmé son soutien à la mise en œuvre de la charte fédérale de transition grâce à la consolidation des institutions fédérales de transition, "ouvertes à toutes les parties et disposant d'une large assise", et au rétablissement d'une "gouvernance effective et représentative".

Les ministres européens des Affaires étrangères, réunis à Bruxelles, ont également souligné que la stabilité et la réconciliation durable nécessitent "un processus politique global, ouvert à toutes les parties et touchant tous les secteurs de la société somalienne".

Pour l'UE, le Parlement fédéral de transition doit exercer le rôle qui lui a été confié par la charte fédérale de transition, en se réunissant dès que possible, au grand complet, à Mogadiscio. Dans ce cadre, l'UE salue la volonté du président somalien, M. Abdullahi Yusuf, d'engager un vaste processus national de dialogue intersomalien, auquel participent des représentants des clans, de la société civile, des milieux d'affaires, des groupements religieux et des groupes politiques. Enfin l'UE a salué les efforts actuellement déployés en vue d'instituer la mission de l'Union africaine (UA) en Somalie (Amisom), afin de soutenir le dialogue politique et de créer les conditions propices à la stabilisation du pays et au retrait des forces étrangères de Somalie.

Elle affirme qu'elle contribuera au financement de l'Amisom par l'intermédiaire de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, dès que les conditions nécessaires auront été remplies, notamment l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution à ce sujet. L'UE envisagera la possibilité d'apporter un soutien logistique et technique à l'Amisom, "en fonction des circonstances".

GUINEE

Au moins six morts dans des manifestations contre le départ du président Conté à Conakry

Au moins six personnes ont été tuées hier par les forces de l'ordre dans des manifestations organisées dans la banlieue de Conakry, lors de la reprise d'une grève générale illimitée pour réclamer la démission du président guinéen Lansana Conté, ont indiqué plusieurs témoins cités par les médias. Des affrontements ont éclaté en fin de matinée entre jeunes manifestants et forces de l'ordre dans plusieurs quartiers de la banlieue de la capitale, selon les

mêmes sources. Deux manifestants ont été tués à Hamdallaye, dont un lorsqu'un groupe de jeunes gens ont attaqué le domicile d'un colonel de l'armée. Un troisième a été tué dans le quartier de ENCO-5, selon ces témoignages, qui ajoutent qu'au moins 23 personnes ont été blessées. Trois manifestants ont été tués dans le quartier de Wanidara par la garde présidentielle en représailles à des jets de pierres dans sa direction.

La grève générale illimitée a été

observée à l'appel de l'intersyndicale, de Guinée qui, a, pour la première fois, exigé dimanche la démission du président Conté au pouvoir depuis 23 ans, comme le réclament également les principaux partis de l'opposition. Syndicats et opposition exigent aussi la démission du nouveau Premier ministre Eugène Camara, le jugeant "trop proche" du président Conté, qui avait promis de nommer un homme de consensus doté de larges pouvoirs.

AFGHANISTAN

Trois policiers tués et quatre autres blessés

Au moins trois policiers ont été tués et quatre autres blessés dans des combats entre les forces de l'Otan et des rebelles talibans dans la province d'Orouzgan, dans le sud de l'Afghanistan, rapportent des agences citant un porte-parole du gouverneur provincial. "La police afghane et les forces de l'OTAN ont lancé dimanche soir une opération

militaire contre des rebelles talibans dans le secteur de Marhabad du chef-lieu de la province Tarin Kot qui se poursuivait hier", a déclaré Abdoul Qayum Qayumiun.

"Trois policiers ont été tués et quatre autres blessés tandis que six talibans ont été tués et 12 autres arrêtés", a-t-il dit. Auparavant, les forces de l'OTAN avaient annoncé

avoir tué plusieurs talibans présents dans une opération menée par les forces de l'OTAN contre un important dirigeant de cette milice dans la province d'Helmand dans le Sud afghan. Depuis le début de l'année, plus de 300 personnes, des activistes pour la plupart, ont trouvé la mort en Afghanistan dans des violences liées aux Talibans.

SOUDAN

Le Darfour au centre d'une réunion ONU-UA à Khartoum

Le Darfour était au centre d'une réunion hier à Khartoum entre les envoyés de l'ONU, Jan Eliasson, et de l'Union africaine (UA), Salim Ahmed Salim, pour discuter des moyens de consolider l'accord de paix dans cette région de l'ouest du Soudan, en proie à une guerre civile depuis quatre ans, rapportent des agences.

"Nous allons tenter d'élargir l'accord à

des non-signataires", a affirmé à la presse M. Salim, à son arrivée à Khartoum, où il a été précédé dans la nuit par M. Eliasson.

Les deux émissaires ont eu une série de discussions avec les responsables soudanais en commençant par ceux du ministère des Affaires étrangères, avant de se rendre au Darfour.

Le porte-parole de la Mission africaine

au Soudan (Amis), Nouredine Mezni, a précisé que les entretiens ont été axés sur le volet politique et non celui du maintien de la paix au Darfour, précisément le soutien de l'ONU à la force africaine déployée dans cette région.

L'accord de paix dans cette région, rappelle-t-on, a été signé en mai 2006 dans la capitale nigérienne Abuja sous l'égide de l'UA, mais seul un des groupes

rebelle du Darfour l'avait signé, à savoir le Mouvement de libération du Soudan (SLM) de Minni Minnawi.

Depuis son déclenchement en février 2003, le conflit du Darfour a fait près de 200.000 morts et provoqué le déplacement de plus de deux millions de personnes, selon les chiffres de l'ONU que contestent les autorités soudanaises.